



Conseil régional  
Groupe Droite et Centre de Bretagne  
Kuzul Rannvro Breizh  
Strollad Tu-dehou ha tu-kreiz eus Breizh

Monsieur Pierrick MASSIOT  
Conseil régional de Bretagne  
283, avenue du Général Patton  
CS 21101  
35711 RENNES CEDEX 7

Rennes, le 8 novembre 2013

Monsieur le Président,

Lors de la réunion d'installation du « Groupe politique de suivi du Pacte d'avenir pour la Bretagne » qui s'est tenue sous votre présidence le mardi 5 novembre, j'ai insisté sur la nécessité, pour nous, de faire des propositions prioritaires au regard de la situation bretonne et de ne pas nous enfermer dans les annonces gouvernementales.

Par ailleurs, j'avais pris acte de votre accord pour que cette délégation pluraliste de la région puisse être partie prenante aux différentes réunions sur le Pacte d'avenir pour la Bretagne, incluant donc la représentation de notre groupe. Je note sur ce point que la venue ce vendredi à Rennes du ministre de l'Agriculture n'a donné lieu à aucune information, ni association de notre groupe.

En ce qui concerne le calendrier de travail, nous avons entendu le Premier ministre lors de la séance des questions orales au gouvernement, annoncer que le Pacte d'avenir pour la Bretagne « *devra être signé avant la fin du mois de novembre* ».

Ce Pacte d'avenir devant être conclu entre l'Etat et la Région, il importe que l'Assemblée régionale en ait délibéré avant sa signature. En conséquence, je vous demande de convoquer dans les meilleurs délais une session extraordinaire du conseil régional.

Comme je vous l'avais demandé lors de notre session du 17 octobre, je vous propose d'y inviter le Premier ministre pour dialoguer en direct avec notre assemblée sur les réponses concrètes exigées par la situation.

Au préalable et afin de préparer aussi la rencontre prévue avec le Préfet de région le 14 novembre, je vous demande de réunir notre « Groupe politique de suivi du Pacte d'avenir pour la Bretagne ».



Je vous rappelle que, pour nous, la réponse aux problèmes bretons relève de deux priorités :

- La reconnaissance par le gouvernement et le conseil régional de la vocation agricole et agroalimentaire de notre région. Ceci passe par une intensification de la production, une simplification des normes pour les installations classées, une modernisation des bâtiments d'élevage et des installations industrielles et une internationalisation de nos productions. Ces vocations doivent être clairement affirmées et soutenues au niveau national et régional.
- Le désenclavement avec la reprogrammation, sans nouvelles études dilatoires, de sections nouvelles permettant la mise de Brest et Quimper à trois heures effectives de Paris. Nous demandons enfin, la suppression de toutes taxes venant alourdir les coûts de transport en Bretagne.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'expression de ma considération distinguée.



*Bernadette MALGORN*

*Conseillère régionale de Bretagne  
Présidente du groupe "Droite & Centre de Bretagne"*